

- CONVENTION DE CONSTANTINOPLE SUR LE CANAL DE SUEZ (1888) : voir crise de Suez (retrait israélien de Gaza et du Sinaï; canal de Suez)
- CORÉE : voir Corée (République)
- CORÉE (RÉPUBLIQUE; DU SUD) : voir Commonwealth (réunion des premiers ministres); exportation d'armes (1954, 1955), 26
- CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE (CCC) : voir Moyen-Orient (exportation d'armes)
- COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE (CIJ) : voir crise de Suez (retrait israélien de Gaza et du Sinaï), ONU (Assemblée générale : instructions); voir également ONU
- CRISE DE SUEZ : 131-506; voir Commonwealth (relations avec les autres pays : Inde – visite du premier ministre Nehru (décembre 1956); relations avec les autres pays : Royaume-Uni – réunion avec le premier ministre Macmillan, Bermudes (mars 1957)), Moyen-Orient (exportation d'intercepteurs F-86 vers Israël), ONU (désarmement; Assemblée générale : évaluation, instructions), OTAN (consultations politiques : Chypre, réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord, Paris (décembre 1956), réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord, Bonn (mai 1957); réévaluation de la stratégie en matière d'alliance; réduction des forces britanniques); voir également, canal de Suez, Égypte, FUNU, Israël, Moyen-Orient, ONUST, Palestine, réfugiés palestiniens, relations israélo-arabes
- canal de Suez : nationalisation, 131-178
- Compagnie du canal de Suez : 131, 133; avoirs au Canada, 136-137n103
- Conseil de sécurité (ONU) : rôle, 148, 153-154, 159, 164-167, 170-171
- considérations juridiques, 134, 166
- Convention de Constantinople sur le canal de Suez (1888) : rapport avec, 133-134, 142, 159, 168, 174-175
- Deuxième Conférence de Londres sur le canal de Suez (19-21 septembre 1956) : 164-165
- envois de blé à l'Égypte : rôle, 176
- force militaire : considérations relatives à un recours éventuel, 132-133, 139, 141-143, 153, 156, 164-166, 168
- hauts-commissaires du Commonwealth, 131-132, 134
- importance économique, 146-147
- importance politique, 147-148
- importance stratégique, 147
- internationalisation : considérations, 132-133, 135, 141-145, 149
- ONU : rôle, 133-134, 139-140, 143, 149, 156-158, 171, 173
- position des pays suivants : Australie, 168; Canada, 135, 137-138, 155-157, 161; Égypte, 167; États-Unis, 158-160, 176; France, 162, 168; Inde, 151-152, 172-176; Italie, 162; Norvège, 162; pays arabes, 151, 153-154, 159, 169; Pays-Bas, 162; Royaume-Uni, 132, 142-143, 152-155, 174-175; Turquie, 162; Union soviétique, 145-149, 168-169
- Première Conférence de Londres sur le canal de Suez (16-24 août 1956; signataires de la Convention de Constantinople, Égypte, Union soviétique) : appui du Canada, 144, 150; Comité des Cinq, 150, 156, 164; participation possible du Canada, 138-140
- projet de barrage d'Assouan : rôle, 140, 147
- proposition des 18 puissances (« association des usagers »; proposition de J.F. Dulles) : rapport avec, 156-158, 162-165, 170-171
- Rapport de l'OTAN avec, 151, 154-157
- Troisième Conférence de Londres (octobre 1956) : 165
- Égypte : invasion de l'Égypte et création de la FUNU, 179-332
- analyse de la décision d'intervenir du Royaume-Uni, 320-323
- Assemblée générale (ONU) : session extraordinaire, 192-196, 212-214, 218-219; résolution (2 novembre 1956; cessez-le-feu, retrait), 193-194, 196; rôle, 186, 188-190, 307-308; séance plénière, 272-273
- bande de Gaza, 286
- cessez-le-feu, 197, 201, 218, 223-224, 227, 268
- Commonwealth, 181, 187, 189, 198, 268-271
- Conseil de sécurité (ONU), 180
- dégagement du canal de Suez, 311-312, 314-316, 343-345, 347-348, 373-374, 470, 476, 479
- difficultés financières du Royaume-Uni, 281-282
- FUNU : Comité consultatif, 236-237, 239, 267-268; commandant (major-général E. L. M. Burns), 209, 245, 248; compétence, mandat et statut, 209, 215-216, 222, 288-290n162; composition, 202, 254, 269-271; considérations générales, 204-205, 221,